



Sciences Un extraordinaire outil permettant de modifier le **génom**e à volonté *Page B 6*

Michel David PKP a-t-il ce qu'il faut pour survivre en politique? *Page B 3*

Manon Cornellier Une politique floue sur la lutte antiterroriste *Page B 2*

PERSPECTIVES

CAHIER B - LE DEVOIR - LES SAMEDI 23 ET DIMANCHE 24 JANVIER 2016



KAY NIETFIELD AGENCE FRANCE-PRESSE

La question des migrants provoque une remise en question des grands principes qui ont mené à une Europe comme nous la connaissons aujourd'hui.

UNION EUROPÉENNE

De Schengen à Cologne

L'Europe succombera-t-elle à ses fractures ?

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Il n'y a que deux heures et demie de route entre Schengen et Cologne. Mais il se pourrait bien qu'entre ces deux villes, une certaine idée de l'Union européenne ait vécu. Si, depuis 1995, à cause des accords du même nom, la petite ville luxembourgeoise de Schengen symbolise la libre circulation entre les membres de l'Union européenne, la ville de Cologne semble au contraire en train de devenir le symbole de toutes les fractures européennes.

Depuis que, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, se sont produites sur la place de la Gare à Cologne des centaines d'agressions sexuelles apparemment commises par des immigrants maghrébins ou du Proche-Orient, rien ne semble plus pareil. Même un ancien député centriste aussi proeuropéen que Jean-Louis Bourlangue n'hésite pas à parler de « choc des civilisations ». Depuis ces événements qui continuent de déchirer l'Allemagne, l'isolement de la chancelière Angela Merkel est monté d'un cran alors que même ses alliés n'hésitent plus à bousculer ce grand symbole européen qu'est la libre circulation.

Cette semaine, 44 députés de la CDU, le parti d'Angela Merkel, lui ont ouvertement adressé une lettre lui demandant de changer de politique à l'égard des demandeurs d'asile. « Nous faisons face à des demandes excessives pour notre pays. Nous pensons qu'il est urgent de changer d'attitude à l'égard des flux migratoires actuels et de revenir au strict respect des lois existantes », écrivent les dissidents. En l'absence (remarquée) d'Angela Merkel à Davos, le président de la République fédérale, Joachim Gauck, est allé dire au monde des affaires que l'Allemagne ne pouvait pas « accueillir tout le monde ». Une allusion à peine voilée à la politique de la porte ouverte de la chancelière et une ingérence dans la politique du gouvernement plutôt exceptionnelle de la part d'un président allemand.

Schengen en pièces

Le respect des accords de Schengen et la fermeture des frontières (déjà ef-

« Jamais, depuis sa fondation, l'Union européenne n'avait été autant mise en difficulté »

Le président allemand, Joachim Gauck

fective dans les pays du nord de l'Europe et en France) sont au cœur du débat. Selon le ministre des Transports, Alexander Dobrindt, devant la perspective affolante de devoir accueillir en 2016, comme en 2015, un autre million de migrants, l'Allemagne doit sérieusement songer à un « plan B ». « Nous devons nous préparer à ce que nous n'échappions pas à la fermeture des frontières », a-t-il déclaré au Münchner Merkur.

Le temps presse pour Angela Merkel qui s'est engagée à réduire l'afflux de réfugiés sans pour autant fermer les frontières. Malgré un accord avec la Turquie (à qui l'Union européenne s'est engagée à verser 3 milliards d'euros), de 2000 à 3000 migrants arrivent encore quotidiennement en Grèce via la Turquie. L'appel d'air créé par la chancelière en septembre ne diminue donc pas. Ainsi, de juin à décembre, le nombre des demandeurs d'asile algériens est passé de 847 à 2296. Celui des demandeurs d'asile marocains, de 368 à 2896.

On s'attend malheureusement à ce que ce rythme s'accélére dès que le printemps sera revenu. Même les sociaux-démocrates (SPD) réclament désormais une réduction rapide du nombre de réfugiés. Dès le 13 mars prochain, trois scrutins régionaux pourraient ainsi sanctionner la chancelière. Des scrutins où le parti anti-immigration, Alternativ für Deutschland (AFD), risque de recueillir plus de 10% des voix si l'on se fie aux sondages actuels.

L'Autriche « lâche » l'Allemagne

Déjà, l'Allemagne n'hésite pas à faire quelques entorses à la libre circulation. Depuis la fermeture des frontières de la

Suède et du Danemark, les gardes-frontières bloquent chaque jour environ 200 migrants venus d'Autriche et qui déclarent vouloir se rendre dans les pays de l'Europe du Nord.

Après la Suède et de Danemark, l'Autriche s'apprête, elle aussi, à lâcher l'Allemagne et à plafonner les entrées de demandeurs d'asile. En proportion, ce petit pays de 8,5 millions d'habitants a accueilli presque autant de migrants (90 000) que son puissant voisin. « Nous ne pouvons pas accueillir tous les demandeurs d'asile », dit le chancelier autrichien, Werner Faymann, qui veut réduire dès cette année les entrées de 60%.

« Le temps presse : si après le mois de mai, l'Allemagne enfreint les règles du code de Schengen, celui-ci s'écroulera. Et si Schengen s'écroule, l'Europe explosera », a confié au quotidien *Le Monde* un haut responsable de l'Union européenne. Alors que l'Allemagne tente de ressusciter les malheureux quotas européens qui permettraient de répartir l'effort, le président du Conseil européen, Donald Tusk, a publiquement demandé à la chancelière d'oublier cette idée et de revenir sur sa promesse de ne pas refouler de réfugiés syriens. « Cette vague de migration est trop forte pour ne pas être stoppée », a-t-il déclaré au quotidien *Le Figaro*. Quant aux quotas, poursuit-il, « Il n'existe pas de majorité dans l'Union européenne pour un tel système. Cette fois, l'Europe centrale n'est pas le seul problème. Même la Suède, pourtant généreuse, juge la situation intenable. [...] Le débat a changé : il a gagné le grand public et échappe aux politiques. Écoutez ce que dit la rue ! »

Merkel isolée

Sur la question des migrants, l'Allemagne est aujourd'hui en minorité dans l'Union européenne. À Bruxelles, on n'hésite plus à évoquer un « après-Schengen ». Aux prises avec l'afflux de migrants, le gouvernement néerlandais avait d'ailleurs dit réfléchir à l'idée de créer un « mini-Schengen » regroupant l'Allemagne, la Belgique, la Suède, l'Autriche et le Luxembourg... mais pas la France ! « C'est là où nous en sommes actuellement en Europe, je suis désolé de le dire », a déclaré au journal *Les Echos* le

VOIR PAGE B 2 : UE

RUSSIE

Au Kremlin, faire disparaître pour mieux régner

Poutine est soupçonné d'être plus ou moins lié à l'assassinat d'opposants, sans que cela ébranle l'opinion

HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC

Poutine serait un assassin. Pour la première fois, ce n'est pas un opposant, un journaliste d'investigation ou un transfuge qui le dit, mais un juge. L'empoisonnement d'Alexander Litvinenko, alors devenu citoyen britannique, quatre mois après que le Parlement russe eut adopté une mesure autorisant les services secrets à « assassiner des groupes terroristes » à l'étranger, fut sans doute le point de non-retour à partir duquel la Russie est apparue clairement sur la scène internationale comme un État ne respectant pas les règles régissant les relations entre régimes démocratiques.

Sur le plan intérieur, cela faisait déjà longtemps que Vladimir Poutine, lui-même ancien espion, s'autorisait à jouer avec la vie des autres. Le meurtre de la journaliste Anna Politkovskaïa, le 7 octobre 2006, une femme qui depuis sept ans dénonçait inlassablement les crimes des soldats russes en Tchétchénie, avait sans doute été le premier à réellement émouvoir l'opinion internationale. Surtout que deux ans plus tôt, elle avait été victime d'une mystérieuse tentative d'empoisonnement à bord d'un avion russe. L'assassinat de la journaliste, dont les commanditaires sont restés impunis, s'inscrivait pourtant dans une longue lignée de crimes liés à la Tchétchénie.

Vrais chefs

La Tchétchénie, il faut le dire et le redire, est à l'origine de l'accession au pouvoir de Poutine. Son péché originel aussi. Les attentats de Moscou qui font plus de 200 morts en septembre 1999 n'ont jamais été clairement explicités. Après ces attaques, le tout fraîchement nommé premier ministre Poutine lance une guerre impitoyable et victorieuse en Tchétchénie, qui lui permet de gagner l'élection présidentielle quelques mois plus tard.

Une commission parlementaire créée par le militant des droits de la personne, ex-dissident et prisonnier politique soviétique Sergueï Kovalév, pour enquêter sur l'implication des services secrets russes dans ces attentats commis dans le but de mobiliser l'opinion pour la guerre, ne réussit jamais à achever son travail. Un de ses membres éminents, le député libéral Sergueï Iouchenkov, fut abattu à Moscou en avril 2003, tandis qu'un autre, le journaliste d'investigation Iouri Tchetchekotchikhine, est mort subitement trois mois plus tard d'une maladie dont les symptômes concordent avec un empoisonnement par des matières radioactives. L'oligarque Boris Berezovski, qui avait lui aussi trempé dans une opération de succession impliquant une « guéguerre » en Tchétchénie, fut écarté du pouvoir et entraîné à l'exil à Londres, où il mourut « suicidé ».

VOIR PAGE B 2 : RUSSIE



YURI KOCHETKOV AGENCE FRANCE-PRESSE
Vladimir Poutine

PERSPECTIVES

Brouillard politique

MANON CORNELLIER
à Ottawa



La réaction du premier ministre Justin Trudeau aux attentats qui ont coûté la vie à six Québécois à Ouagadougou et à un autre à Jakarta n'a pas fini de faire jaser. Mièvre, creuse, elle a laissé l'impression que le chef libéral ne saisissait pas l'ampleur du drame. Il n'a pas été à la hauteur, tardant même à contacter les familles.

Et quand il l'a fait, ses propos étaient si convenus que le conjoint d'une des victimes, Maude Carrier, lui a raccroché au nez. La mère de cette dernière a pour sa part dénoncé le fait que le Canada se prépare à ne plus participer aux frappes contre le groupe armé État islamique (EI). (Ces dernières, faut-il le préciser, n'ont toutefois aucun effet au Sahel.)

Cette tragédie a, comme les attentats du 13 novembre à Paris, relancé le débat autour de la promesse libérale de mettre fin à la participation canadienne aux frappes aériennes contre le groupe EI en Irak et en Syrie.

La position des libéraux en campagne électorale était relativement claire, bien que sommaire. «*Nous recentrerons la contribution militaire canadienne dans la région sur la formation des forces locales tout en fournissant une aide humanitaire plus importante et en accueillant immédiatement 25 000 réfugiés syriens de plus au Canada*», pouvait-on lire dans leur programme.

La logique derrière ce choix, selon ce qu'en a dit le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Dion, est la suivante: «*Si on réinvestit nos efforts dans l'entraînement des combattants locaux, dans l'assistance qu'on peut donner pour la gouvernance de l'Irak, pour les forces policières, pour l'aide humanitaire, on va être un partenaire plus efficace dans la coalition qu'en investissant tant d'efforts et tant d'argent pour aboutir à 2% seulement des forces de frappe aériennes*», a-t-il déjà fait valoir sur les ondes de Radio-Canada.

Il est vrai que les six avions CF-18 n'ont effectué que 5% de toutes les sorties de la coalition entre le 30 octobre 2014 et le 9 janvier dernier et seulement 2,6% des frappes contre le groupe EI. D'autres pays membres de la coalition n'en font aucune, par ailleurs, leur soutien étant d'un autre ordre.

En somme, il est possible d'appuyer la coalition sans participer aux frappes. Le Canada contribue entre autres à l'approvisionnement en plein vol avec un avion Polaris. Il a aussi deux avions de reconnaissance Aurora dans le secteur, sans compter 69 soldats assignés à la formation des troupes kurdes et irakiennes.

Il y a place pour un bon débat sur la nature de la contribution canadienne. Les experts ne sont pas unanimes sur ce sujet, les Canadiens non plus, bien qu'une proportion plus importante de citoyens soient du même avis que les libéraux. Dans un sondage publié cette semaine sur les promesses libérales, la firme Abacus a constaté que 48% des répondants voulaient que le Canada modifie la nature de la mission contre le groupe EI en abandonnant les frappes aériennes pour mettre l'accent sur la formation des troupes au sol. Environ 35% des 1500 Canadiens interrogés en ligne s'y opposaient et 17% n'avaient pas d'opinion.

Le problème pour le gouvernement libéral est que chaque nouvel attentat ramène les projecteurs sur l'absence de solution de rechange aux frappes aériennes, et ce, trois mois après les élections du 19 octobre. Pire, personne au sein du gouvernement ne présente un argumentaire véritablement étoffé en faveur du changement de cap proposé ni d'évaluation de l'impact que ce virage aurait sur les relations du Canada avec ses alliés.

En coulisses, on dit que ces derniers veulent bien donner au Canada le temps nécessaire pour définir les nouveaux paramètres de sa mission. Dans les médias cependant, l'impatience se fait sentir. Nombre d'éditorialistes et de chroniqueurs invoquent le choc des attentats de Paris et d'ailleurs pour enjoindre au gouvernement de reculer.

Si cette promesse était plus qu'une simple façon de se distinguer des conservateurs, si elle s'appuyait sur une réflexion approfondie sur le rôle du Canada au Moyen-Orient ou dans la lutte contre le terrorisme international, il devrait être facile — et il serait plus que temps — pour M. Trudeau et ses ministres d'en faire la démonstration.

Mais voilà, encore cette semaine à Davos, le premier ministre a simplement répondu à une question sur le sujet qu'on pourrait faire mieux en faisant autrement et en disant que cette future contribution serait «*probablement*» faite de formation militaire et d'aide humanitaire. En entrevue à la CBC samedi dernier, le ministre de la Défense, Harjit Sajjan, a reconnu que nos alliés souhaitaient que le Canada continue de participer aux frappes, mais les libéraux, dit-il, veulent répondre plus efficacement aux besoins de la coalition. Il a évoqué différentes possibilités, mais ses options ne seront présentées au cabinet que dans les prochaines semaines.

M. Trudeau ne projette pas l'image d'un chef de gouvernement qui maîtrise pleinement ce dossier, ce qu'accroissent ses réactions aux attentats des derniers mois. Cela se reflète sur son gouvernement. L'impression d'indécision qui s'en dégage est peut-être fautive, mais elle risque de se cristalliser si on tarde à mettre cartes sur table.

mcornellier@ledevoir.com



Le revenu national indien par habitant s'établit à 1570 dollars par an.

GETTY IMAGES

ASIE

Chine-Inde: le match économique

CLAIRE GUÉLAUD

Pour l'Asie émergente, l'année 2015 marque un tournant. La croissance chinoise est tombée sous la barre des 7%, du jamais vu depuis un quart de siècle. Et encore, les statistiques chinoises ne brillent pas par leur fiabilité, les 6,9% de 2015 annoncés mardi sont probablement surévalués.

Dans le même temps, l'Inde semble retrouver sa vitalité des années 2000. Sa croissance, elle aussi sujette à caution, se serait redressée à 7,3% en 2014, l'année de la victoire aux législatives du BJP, le parti nationaliste hindou de Narendra Modi, et de la nomination de ce dirigeant «*pro-business*» au poste de premier ministre.

New Delhi creusera son avantage d'ici à 2017. À cette date, prédit le Fonds monétaire international (FMI), le produit intérieur brut (PIB) chinois progresserait de 6% et celui de l'Inde de 7,5%, un différentiel accablant l'idée qu'entre les deux rivaux, la messe n'est pas dite. Méfions-nous pourtant des raccourcis. L'Inde n'est pas la Chine. Et, même en difficulté, l'Empire du Milieu n'a pas dit son dernier mot.

Par leur histoire, millénaire, par la richesse de leurs cultures, par leur dimension continentale, par le nombre de leurs habitants, les deux géants d'Asie, qui entretiennent depuis leur indépendance des relations fréquemment conflictuelles, appellent naturellement la comparaison.

Chiffres révélateurs

Les chiffres de la Banque mondiale permettent d'en poser les termes. En 2014, la Chine (9,5 millions km² et 1,36 milliard d'habitants) était la deuxième économie du monde, derrière les États-Unis, avec un PIB de 10,355 milliards de dollars. Avec un revenu annuel par habitant de 7400 dollars, le géant d'Asie de l'Est et du Pacifique appartient au groupe des pays à revenus intermédiaires de la tranche supérieure.

À la même date, le sous-continent indien (3,28 millions km² et 1,29 milliard d'habitants) n'était que la huitième économie de la planète, avec un PIB de 2049 milliards de dollars, derrière le Brésil. Le revenu national indien par habitant s'établit à 1570 dollars par an. L'Inde est dans la tranche inférieure des

pays à revenus intermédiaires.

Ce rapide état des lieux ne dit pas grand-chose des dynamiques à l'œuvre dans les deux pays. L'un et l'autre font partie des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), un groupe qui a longtemps fédéré les plus performants des émergents, ainsi que du G20. La Chine sort de plusieurs dizaines d'années de rattrapage et d'industrialisation à marche forcée, qui lui ont permis de réduire la malnutrition et d'afficher une espérance de vie à la naissance de 75,4 ans, soit sept de plus qu'en Inde.

En 2014, la valeur ajoutée de l'agriculture dans le PIB chinois était de 9,2%, contre 42,7% pour l'industrie et 48,1% pour les services (ils sont devenus majoritaires en 2015). En quelques décennies, le pays a conquis, selon l'Organisation mondiale du commerce, le rang de premier exportateur et de deuxième importateur de la planète, avec des parts de marché respectives de 12,33% et de 10,26%.

Pauvreté

Les différents États de l'Union indienne sont loin d'avoir assuré à leur population le même niveau de développement. Le taux de pauvreté y est presque deux fois plus élevé qu'en Chine: 21,70%, contre 11,2%. La valeur ajoutée de l'agriculture indienne représente encore 17,8% du PIB, contre 30,1% pour l'industrie et 52,1% pour les services. Si la Chine de Xi Jinping cherche à rééquilibrer son modèle de croissance de l'industrie vers les services et de l'investissement vers la consommation, l'Inde de Narendra Modi est une économie tertiarisée qui rêve d'industrialisation.

D'où l'appel lancé par les autorités, dans le cadre de l'opération Make in India, aux investisseurs internationaux et aux entreprises étrangères pour qu'ils investissent et implantent des activités en Inde. Mais si le climat des affaires est meilleur qu'il ne fut, l'essor industriel reste semé d'embûches. L'amélioration des infrastructures est vitale, quand près d'une usine sur deux subit plus de cinq heures de coupure d'électricité par semaine. Le douzième plan (2012-2017) a prévu une augmentation substantielle (+1 point) des investissements en infrastructures, qui représenteraient 8,2% du PIB par an pendant cinq ans. Encore faut-il, parallèlement, surmonter les problèmes de pro-

priété foncière. Acquérir un terrain en Inde peut prendre trois ans...

L'Inde est encore un nain commercial

Dans les efforts qu'elles déploient pour conforter leur développement économique et faire en sorte qu'il soit plus durable, les deux plus grandes économies d'Asie n'ont ni les mêmes atouts ni les mêmes faiblesses. Par rapport à la Chine, l'Inde est un nain commercial: elle est le 19^e exportateur mondial, avec 1,69% de part de marché, et le douzième importateur, avec 2,43% des importations de la planète.

Ces dernières années, son effort de recherche et développement lui a permis de faire des percées dans certaines niches technologiques (informatique, pharmacie et médicaments génériques, bio et nanotechnologies). Les industriels indiens de ces secteurs ne manqueraient pas, dans un avenir proche, d'affronter la concurrence chinoise, Pékin ayant à cœur d'assurer la montée en gamme de son industrie pour éviter à la Chine le piège des pays à revenus intermédiaires bloqués à ce stade de développement.

Instruits par leur passé colonial et par leurs combats pour l'indépendance, les deux rivaux asiatiques ont eu à cœur de protéger leurs industries et leurs économies des excès du marché. Le socialisme indien et le communisme chinois ont tous deux accordé une place centrale à l'État dans la vie économique. Le passage à une nouvelle étape de la libéralisation économique et financière ne va donc de soi ni en Chine, comme l'attestent la volatilité des places boursières de Shanghai et Shenzhen et les difficultés des entreprises publiques, ni en Inde. Les deux pays ont des progrès à faire en matière d'environnement des affaires et de lutte contre la corruption. M. Modi et Xi s'y emploient.

L'Inde a la chance d'être une démocratie à la démographie dynamique. Revers de la médaille, les réformes y prennent du temps. Or, le pays a du chemin à parcourir. Les dirigeants chinois n'ont pas les mêmes contraintes. Autoritarisme oblige, ils ont longtemps décrété le changement. C'est moins le cas aujourd'hui, dans un pays qui sera vieux avant d'être riche et dont l'économie, complexe, est difficile à piloter. À chacun ses défis.

Le Monde

UE

SUITE DE LA PAGE B 1

ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem. La proposition a vivement fait réagir les pays d'Europe centrale, qui, pour des raisons historiques et culturelles, sont les plus réticents à accueillir des migrants. Quant au président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, il a prévenu qu'une «*monnaie unique n'avait pas de sens si Schengen s'effondre*».

Vraie mise en garde ou simple esbroufe?

RUSSIE

SUITE DE LA PAGE B 1

La plupart des Russes ne s'indignent pas de ces méthodes et n'en tiennent pas rigueur au Kremlin. Comme le remarquait Sergueï Kovaliev, cité par le *New York Review of Books*, fin 2007: «*J'ai rencontré des gens persuadés que les accusations étaient vraies et qui n'en ont pas moins voté Poutine avec conviction. Leur logique est simple: les vrais chefs exercent le genre de pouvoir qui est capable de tout, y compris de commettre des crimes.*»

De Poutine lui-même ou du système qu'il a

Chose certaine, après la crise de l'euro et aujourd'hui celle des migrants, l'Allemagne est chaque fois plus isolée en Europe. Non seulement a-t-elle perdu ses anciens alliés chrétiens-démocrates qui détenaient le pouvoir dans plusieurs pays, mais même le couple franco-allemand est au point mort. Malgré les sourires et les sommets bilatéraux, à Berlin, le président François Hollande est considéré comme un président en sursis jusqu'en 2017. Pendant ce temps, Bruxelles sermonne la Hongrie qui prend des libertés dangereuses avec la liberté de presse. Quant au premier ministre britannique, David Cameron, il s'apprête à mettre ses revendications sur la table

mis en place — qui repose sur la primauté des services, de l'armée et des forces de répression —, lequel est le plus responsable des crimes sans châtiments qui s'accroissent depuis une bonne dizaine d'années, s'interrogent les analystes. Politkovskaïa, comme Natalia Estemirova, la militante tchétchène des droits de la personne enlevée et assassinée trois ans après son amie, ne seraient-elles pas plutôt les victimes de Ramzan Kadyrov, l'ex-chef de milice prorusse devenu président de Tchétchénie, que celles de Poutine? L'avocat Sergueï Magnitski, assassiné à petit feu en prison après un calvaire d'un an par les hommes de la police et du parquet dont il avait dénoncé la corruption, est-il la victime de Poutine ou de son système?

pour ne pas céder au «*Brexit*» qui séduit près de la moitié de ses compatriotes.

Après la crise de l'euro et celle des migrants, sans oublier l'incapacité de l'Europe à empêcher les terroristes de franchir ses frontières, de plus en plus d'Européens se demandent si l'Union européenne fait partie du problème ou de la solution. Le président de la République fédérale allemande, Joachim Gauck, ne se trompait pas en affirmant à Davos que «*jamais, depuis sa fondation, l'Union européenne n'avait été autant mise en difficulté*».

Le Devoir

Que dire de la tentative d'empoisonnement qui a défiguré, en 2004, Viktor Iouchtchenko, alors candidat de l'opposition ukrainienne?

Il peut être difficile de trouver un lien direct entre le leader du Kremlin et les victimes du système, même dans le cas du député leader de l'opposition, Boris Nemtsov, assassiné l'an dernier pratiquement sous les murs du Kremlin. L'important est que lui aussi s'apprêtait à publier les résultats d'une enquête qu'il menait sur la participation clandestine de la Russie à la guerre en Ukraine, un conflit où meurent des citoyens russes pour la gloire de leur chef. Le vrai problème est que les crimes ne sont jamais élucidés ni punis.

Libération

PERSPECTIVES



Le ralliement de l'égérie du Tea Party, Sarah Palin, pourrait renforcer Donald Trump en Iowa.

ÉTATS-UNIS

Trump courtise le Tea Party

Donald Trump a reçu mardi le soutien de Sarah Palin. L'ancienne colistière de John McCain est apparue avec le milliardaire républicain en Iowa. Le ralliement de l'égérie du Tea Party pourrait renforcer Donald Trump, notamment dans cet État qui ouvrira la phase des primaires le 1^{er} février. Dans le «Hawkeye State», les militants de la mouvance du Tea Party sont divisés à propos de Sarah Palin et Donald Trump, mais ils partagent le même scepticisme vis-à-vis de la politique politicienne.

MARIE-CHRISTINE BONZOM
à Washington

Dans la soirée du 1^{er} février, Tom Hanson dirigera un caucus dans le comté de Winneshiek, région vallonnée de l'Iowa à la frontière du Minnesota et du Wisconsin. «Ca aura lieu dans une école, mais en pleine campagne, pas dans une ville ni même dans un bourg, tant le comté est rural.»

En Iowa, six autres caucus sont organisés dans le comté où Tom Hanson est à la fois, président du Parti républicain et chef d'un groupe local du Tea Party. Selon lui, le soutien de Sarah Palin est «un plus pour Donald Trump», mais un plus à l'ampleur incertaine. «Sarah Palin est bien vue de certains républicains, mais il est difficile de dire combien de suffrages elle peut lui apporter», déclare-t-il.

À l'extrémité nord-ouest de l'Iowa, Rod Fonkert, chef des Sheldon Tea Party Patriots dans les comtés de Sioux et d'O'Brien, est plus catégorique sur l'importance du soutien de Sarah Palin. «Ca va aider Trump, car elle est bien considérée en Iowa en raison de son attachement aux valeurs familiales», estime cet agent immobilier. Rod Fonkert est d'ailleurs un admirateur de l'ancienne gouverneure de l'Alaska, devenue, comme Donald Trump, une vedette de la télé. «Les médias grand public ont essayé de la démolir, mais j'aime bien Sarah Palin. Elle est franche, a de la morale et les pieds sur terre.»

Vers les confins orientaux de l'Iowa, près de l'Illinois, Michael Elliott, qui dirige un groupe du Tea Party de tendance libertarienne dans le comté de Scott, pense que «Sarah Palin peut aider Trump auprès des indécis».

De Cruz à Trump

Le magnat des casinos est talonné en Iowa par Ted Cruz, qui a été soutenu par Sarah Palin en 2012 quand il s'est présenté au Sénat et qui, comme elle, est populaire parmi les ultraconservateurs, les chrétiens évangéliques et les sympathisants du Tea Party. Le ralliement de Sarah Palin à Donald Trump pourrait contribuer à effacer les réticences de ces électeurs envers le meneur républicain.

C'est que les chemins qui mènent à Donald Trump ne sont pas toujours droits. Rod Fonkert est aujourd'hui «totalement pour Trump», mais il avait «sérieusement» envisagé de voter pour Ted Cruz, Mike Huckabee ou Rick Santorum, des candidats aux liens étroits avec le Tea Party et les évangéliques.

Rod Fonkert appartient à la tendance religieuse du Tea Party: «Je crois en Dieu d'abord, dans la famille ensuite, dans le travail et l'entreprise en troisième lieu», dit-il. Préoccupé par les deux divorces de Donald Trump, il dit avoir été rassuré par une conversation avec ce candidat.

«J'ai pu parler brièvement avec Trump et lui faire part de mes préoccupations sur sa vie personnelle, et j'ai apprécié sa réponse, il m'a dit qu'il est chrétien, mais que parfois dans la vie, des choses arrivent qu'on ne contrôle pas, et c'est pareil pour moi en fait. Je suis chrétien aussi, mais j'ai mes propres failles, personne n'est parfait», raconte le chef des Tea Party Patriots dans les comtés de Sioux et d'O'Brien.

Rod Fonkert fait désormais du bénévolat pour la campagne de Donald Trump en Iowa. «Trump va gagner les caucus», prédit le militant. Contrairement à la classe politico-médiatique de Washington, Rod Fronkert ne croit pas que le public qui se presse aux discours de Donald Trump peina à se mobiliser pour aller voter. «Ces gens sont engagés et en ont par-dessus la tête de voir l'état dans lequel le pays se trouve», observe-t-il.

«Nous avons besoin de quelqu'un qui n'est pas un politicien, qui ne devra pas son élection à de gros donateurs; or Trump est le seul qui ne peut pas être acheté», affirme Rod Fonkert. «J'avais regardé de près la candidature de Ted Cruz, mais je n'aime pas que sa femme travaille chez Goldman Sachs, qu'elle ait obtenu un prêt de cette grande banque pour la campagne sénatoriale de son mari», poursuit-il.

Canaliser la colère

Pour Tom Hanson, le président du Parti républicain dans le comté de Winneshiek et chef du North Iowa Tea Party, Donald Trump «puise dans la colère des gens, mais on ne peut pas faire campagne uniquement sur la colère, il faut des idées. Si le taux de participation est élevé, il aura une bonne chance de l'emporter».

La colère dont Donald Trump et Sarah Palin espèrent tirer profit vise autant le gouvernement Obama que les instances nationales du Parti républicain lui-même, ceux que madame Palin a appelés mardi «l'establishment».

Mais Donald Trump n'est pas le seul à bénéficier de cette révolte contre l'establishment. Ted Cruz et Ben Carson aussi. Du reste, Tom Hanson va voter pour le neurochirurgien et explique son choix ainsi: «Ben Carson a une expérience de la vie réelle, il n'est pas un politicien, c'est important pour moi et pour beaucoup d'autres, car on a passé notre temps à attendre les changements promis par le Parti républicain, nous lui avons donné le contrôle de la Chambre, puis du Sénat et rien ne change. Les gens sont en colère contre les politiciens parce qu'ils ne tiennent pas leurs promesses.»

Pourquoi voter pour un non-politicien quand on fait soi-même de la politique? «Je suis un républicain traditionnel, je tiens à la limitation de la taille et du rôle du gouvernement fédéral, à la responsabilité budgétaire et au libre marché. Le Parti républicain au niveau national a dérivé vers le Parti démocrate. Moi, je m'investis en

Iowa pour ramener le Parti républicain vers ses principes, mais je ne fais pas partie de la machine politique», lance-t-il.

Danger!

Cependant, Michael Elliott, le libertarien du comté de Scott, rejette l'ensemble du système politique national, de ses élus et candidats. «Trump est dangereux parce qu'il jette de l'huile sur le feu, il alimente les divisions, il fait ressortir ce qu'il y a de pire chez beaucoup de gens, et s'il était élu, il pourrait facilement convaincre les gens de renoncer aux freins et aux contrepoids qui protègent notre démocratie, il rognait notre liberté», juge Michael Elliott.

Ce républicain de la mouvance Tea Party ne votera ni dans les caucus ni au scrutin présidentiel. «La politique partisane promeut une mentalité abrutissante, le Parti républicain est devenu trop partisan et se moque de son propre programme. Je n'ai pas envie de rester sur un bateau qui coule», confie-t-il. Michael Elliott prend même ses distances avec le Tea Party. «Notre groupe était l'un des groupes locaux du Tea Party et on avait tenté d'en faire un mouvement non partisan, mais dès que Fox News s'est mis à couvrir le Tea Party, c'est devenu un mouvement républicain, et non plus indépendant. Les gens comme moi ont quitté le Tea Party parce qu'il y avait beaucoup de racistes et d'homophobes dans ses rangs», ajoute-t-il. Selon lui, le Tea Party «est surtout composé aujourd'hui de la droite chrétienne et c'est là que Ted Cruz et Ben Carson trouvent leurs sympathisants».

Ce propriétaire d'un magasin de réparation de matériel électronique se dit désenchanté, mais «seulement par la politique au niveau national». Il préfère se concentrer sur la politique locale. «Nous réussissons bien à faire élire nos membres dans des conseils municipaux et au gouvernement du comté.»

Quant au Tea Party, Michael Elliott le qualifie de «complètement fracturé maintenant». Mais Tom Hanson minimise ces divisions. «Le Tea Party n'est pas plus fracturé que d'autres mouvements politiques, il est simplement formé de groupes aux priorités différentes», affirme le chef du North Iowa Tea Party et président du Parti républicain dans cette région.

Collaboratrice
Le Devoir

Des partisans de Trump cette semaine dans la ville natale de John Wayne, Winterset

L'indispensable sérénité

MICHEL DAVID



Jean-François Lisée avait été ostracisé par les militants péquistes pour les avoir avertis que Pierre Karl Péladeau était une «bombe à retardement». On pourrait même parler d'une bombe à fragmentation dont les éclats ont volé dans toutes les directions cette semaine.

Il n'y a rien d'illégal à ce qu'une entreprise de la taille de Quebecor World ouvre des filiales dans des paradis fiscaux, comme l'a rapporté *La Presse* vendredi. C'est monnaie courante. Quand M. Péladeau a déclaré que lui-même ne l'avait jamais fait, il ne pouvait pas ignorer que les entreprises dont il avait fait l'acquisition pour former cette multinationale s'adonnaient déjà à ces pratiques, et il n'y a pas mis fin.

Le chef du PQ plaide que Quebecor World était une entité distincte de Quebecor, mais cela ne change rien au contrôle qu'il exerçait. En jouant sur les mots, il a induit la population en erreur, ce qui ne l'a pas empêché de reprocher au premier ministre Couillard d'avoir ouvert un compte de banque à Jersey à l'époque où il travaillait en Arabie saoudite.

Réclamer que *La Presse* fasse aussi enquête sur l'utilisation des paradis fiscaux par Power Corporation n'est pas un argument. Comme les entreprises de cette taille, le holding de la famille Desmarais en bénéficie certainement, mais elle ne l'a jamais nié. Surtout, aucun de ses membres ne dirige un parti politique.

◆ ◆ ◆

Après une autre semaine où leur chef a fait parler de lui pour les mauvaises raisons, les députés péquistes auraient eu droit à un petit répit. Il doit devenir exaspérant de le voir tomber bêtement dans le panneau chaque fois que ses adversaires tentent de lui faire perdre son sang-froid.

Sa réaction intempestive aux interrogations parfaitement légitimes de l'opposition sur la légalité du futur institut de recherche sur la souveraineté soulève des doutes aussi bien sur sa capacité de contrôler ses émotions que sur son aptitude à mener un débat sur le terrain politique.

M. Péladeau n'est pas le premier chef du PQ à faire une obsession de Power Corporation, qui a toujours utilisé tous les puissants moyens à sa disposition pour maintenir l'unité du Canada. Dans son cas, cela prend cependant une tournure si personnelle qu'on croit moins entendre un leader souverainiste que le patron de Québecor, qu'il prétend pourtant avoir mis entre parenthèses.

Si sa conception du journalisme le porte réellement à croire que les journalistes de *La Presse* sont simplement des «petits soldats» qui sont tenus d'exécuter fidèlement les ordres de la famille Desmarais, comment peut-il s'étonner que certains craignent pour l'indépendance des médias qui font partie de son propre empire?

Quelle que soit l'aversion qu'il éprouve pour les Desmarais, M. Péladeau se dessert avec ces règlements de compte à répétition, qui lui donnent des allures de fier-à-bras qui ne correspondent pas à l'image qu'on se fait d'un aspirant au poste de premier ministre. Malgré son tempérament bouillant, il devrait laisser le sale travail à d'autres.

Le chef du PQ peut difficilement imaginer à quel point ses adversaires se réjouissent de le voir déraiper avec une telle régularité. Le gouvernement ne peut que bénéficier de ces distractions, qui font oublier ses propres bourdes, mais les libéraux prient le ciel pour que les péquistes n'arrivent pas à la conclusion qu'il serait suicidaire de se lancer dans une campagne électorale avec un chef aussi imprévisible.

◆ ◆ ◆

La politique est une chose très sérieuse, qui ne saurait être prise à la légère, mais elle comporte aussi un aspect ludique qu'il faut savoir apprécier pour y survivre longtemps.

On peut contester le bilan de Jean Charest ou de Robert Bourassa, mais certainement pas leur résilience. Les deux hommes avaient en commun d'apprécier au plus haut point le jeu politique. Même dans les moments difficiles, ils y prenaient plaisir, peut-être même plus que dans les périodes plus calmes.

M. Péladeau a démontré dans sa vie antérieure qu'il ne craint pas l'adversité, mais il ne donne pas l'impression d'éprouver le moindre plaisir à exercer son nouveau métier. La politique est sans doute plus frustrante que les affaires, elle peut même devenir franchement exaspérante, et il n'a peut-être pas la sérénité sans laquelle elle finit par devenir insupportable.

Rien n'illustre mieux sa difficulté d'adaptation que ses relations avec les journalistes. Les politiciens ne les tiennent généralement pas en très haute estime, quand ils ne les méprisent pas carrément. Jean Charest disait qu'un politicien qui conteste la presse est comme un poisson qui conteste l'eau. C'est son habitat naturel. Robert Bourassa n'avait pas son pareil pour apprivoiser la presse parlementaire. Claude Ryan, qui venait pourtant du milieu journalistique, ne pouvait pas la supporter. Son séjour à la tête du PLQ n'a pas été un grand succès.

mdavid@ledevoir.com

ÉDITORIAL

PÉRÉQUATION ET SASKATCHEWAN

Wall ou l'arrogance

Le rejet officiel du projet Énergie Est par les maires de la Communauté métropolitaine de Montréal a soulevé un tollé dans l'Ouest. Par gratitude pour les généreux paiements de péréquation, le Québec devrait se taire et accepter de laisser, sans condition, passer l'oléoduc de TransCanada. C'est ce qu'on appelle de l'arrogance. Inconstitutionnelle, en plus.

Puisqu'elles sont enclavées, les provinces de l'Ouest canadien, l'Alberta en tête, doivent trouver une voie par laquelle la production d'hydrocarbures pourra rejoindre les marchés. Parmi les trois possibles, deux ont été fermées au cours des dernières années: la Colombie-Britannique, sur la côte ouest, et les États-Unis, au sud, ont rejeté les projets d'oléoducs qui les auraient traversés. Ces refus officiels ont-ils autant soulevé l'ire, dans l'Ouest, que celui exprimé jeudi par les maires de la Communauté métropolitaine de Montréal? Sauf erreur, non. Les réactions ont été dégoûtantes d'arrogance. La palme revient au premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, qui a ironisé en ces termes:

«Je suis certain que les maires de la CMM vont poliment rembourser leur portion des 10 milliards de péréquation qui leur vient de l'Ouest.»

Il faut le dire, la logique de Wall n'est pas totalement étrangère à celle qu'a déjà formulée Philippe Couillard. En septembre 2014, en chambre, il déclare: *«Le gouvernement fédéral dépense 16 milliards de plus qu'il ne perçoit au Québec et [...] une grande partie de cette richesse provient de l'exploitation des hydrocarbures dans l'ouest du pays.»* Par conséquent, le Québec devait apporter sa contribution. Les



ANTOINE ROBITAILLE

Québécois *«sont Canadiens, et il faut qu'on participe à l'économie canadienne»*, avait-il conclu sans rire. Le moins qu'on puisse dire est que le premier ministre avait alors oublié une règle évidente de négociation: lorsque quelqu'un veut passer sur notre terrain, nous avons un mot à dire; cela nous met dans une position de force afin de négocier. C'est quand même aux Québécois, en fonction des études d'impact et évaluations environnementales, de décider si oui ou non un oléoduc doit traverser leurs rivières, leurs terres agricoles, leurs forêts!

Ce n'est que quelques mois plus tard que le gouvernement du Québec se ressaisissait. Sans trop d'imagination, il fit un copier-coller de certaines des conditions exigées de l'Ontario, auxquelles il en ajouta d'autres, venues de la liste de la Colombie-Britannique. Ainsi, il ne s'agissait enfin plus d'accepter bêtement le projet d'oléoduc en remerciant l'Ouest pour sa généreuse péréquation; le Québec exigeait désormais que le projet génère *«des retombées économiques et fiscales pour tout le Québec, notamment en matière de création d'emplois dans les régions où il sera installé»*. Quel ingrât, ce Québec! «Il reçoit déjà plein de péréquation, et il demande en plus des retombées économiques!», entendit-on.

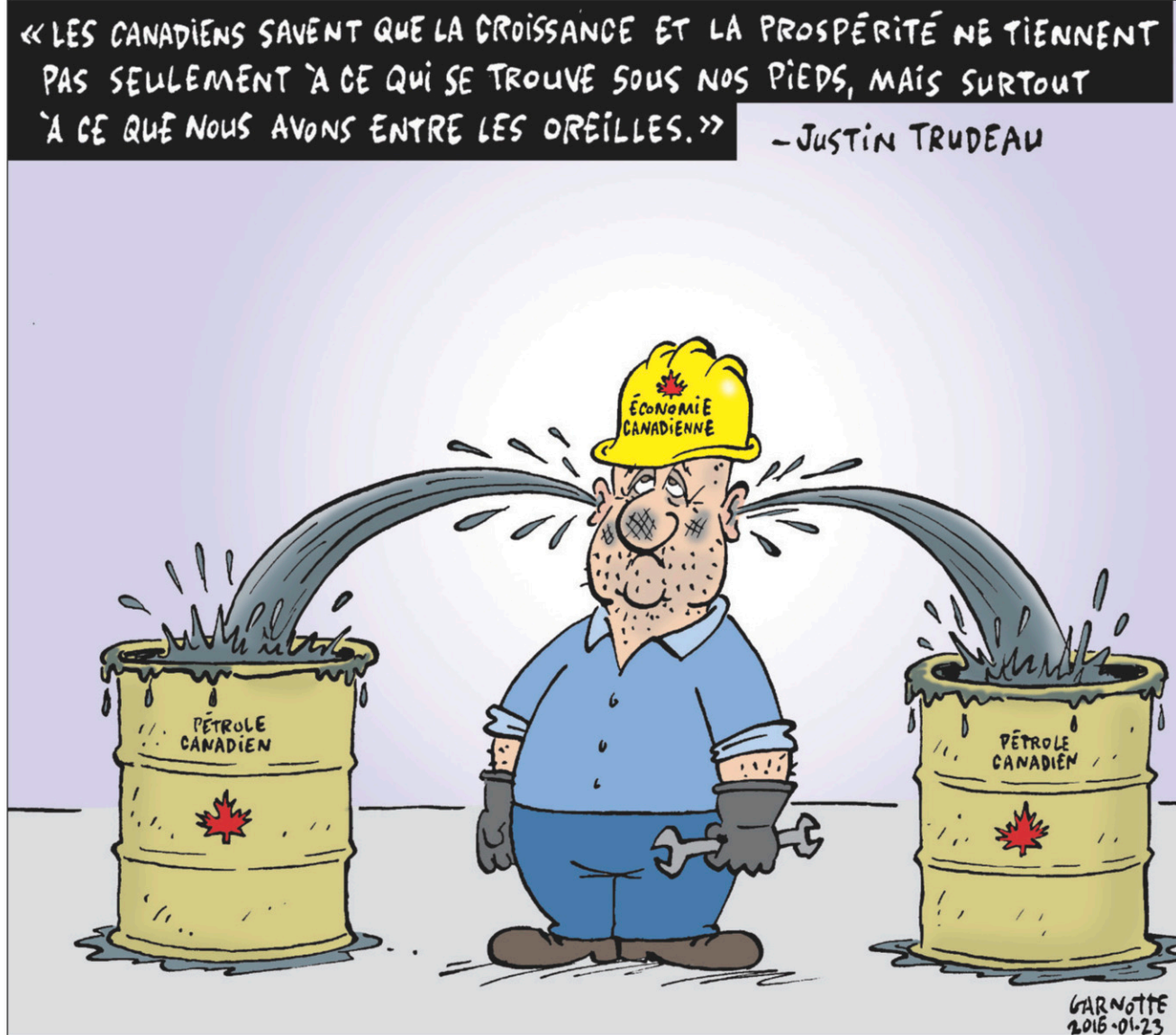
Du reste, le raisonnement «péréquation contre oléoduc» est inconstitutionnel. Créé en 1957, le principe de la péréquation a été intégré dans la loi constitutionnelle de 1982. L'article 36 (2) prescrit que ces paiements doivent *«donner aux gouvernements provinciaux des revenus suffisants pour les mettre en mesure d'assurer les services publics à un niveau de qualité et de fiscalité sensiblement comparable»*. Le but de Pierre Elliott Trudeau était de renforcer économiquement la fameuse unité canadienne. Les paiements, doit-on le noter, sont *«inconditionnels»*, *«les provinces bénéficiaires peuvent les utiliser à leur discrétion selon leurs propres priorités»*, comme on l'explique sur les sites Internet fédéraux. Résumons: la Constitution a été imposée au Québec. Elle contenait cette notion de péréquation inconditionnelle. Mais quand le Québec en profite, il lui faudrait se sentir coupable et accepter tous les projets que le ROC veut lui imposer! En passant, la Saskatchewan a profité du programme de la péréquation jusqu'en 2008. Auparavant, contestait-elle sa nature inconditionnelle? Au fait, compte-t-elle rembourser tous les montants reçus? (Tant qu'à y être — allons-y par l'absurde! —, devrait-on calculer ce qu'il en a coûté au Canada central et plus précisément au Québec, depuis 1905, pour développer la Saskatchewan?)

Un autre calcul de remboursement pourrait être fait: depuis 15 ans, le Canada en entier a mis l'accent, pour développer son économie, sur le développement des hydrocarbures. Contre l'avis du Québec. Cela a eu des effets importants sur l'économie d'ici. Certains parlent d'un «mal hollandais» qui a fait perdre au Québec des dizaines de milliers d'emplois, au profit d'autres provinces. Tout miser sur cette industrie, de la part du Dominion, était imprudent. On le découvre surtout depuis que les prix du brut se sont effondrés. Une situation qui risque de perdurer, où les projets d'exploitation des sables bitumineux risquent d'être de moins en moins rentables.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints NELLIE BRIÈRE, PAUL CAUCHON, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

Nous savions; maintenant, nous ne savons plus

Quand le premier ministre du Canada s'appelaient Stephen Harper, nous pouvions voir ou entrevoir la route qui serait suivie. C'était inquiétant pour les progressistes, mais c'était plutôt clair.

Maintenant, le nouveau premier ministre raffole des selfies, son épouse se prend pour Eva Perón ou Eleanor Roosevelt. Elle chante et est omniprésente, avec ses enfants, parfois.

Qui plus est, la nouvelle ministre du Patrimoine affirme qu'il faut «hacker» le système politique. Si une personne comprend ce que cela signifie, puisse-t-elle me renseigner.

Aussi, en ce qui concerne l'accueil des réfugiés, l'objectif semble être plus quantitatif que qualitatif.

J'ajouterais que la diversité pancanadienne, presque aveugle et inconditionnelle, semble guider les politiques du gouvernement.

Où allons-nous? Quelle est cette «nouvelle modernité»?

Jean-Serge Baribeau
Sociologue
Montréal, le 21 janvier 2016

Fin de Bazzo

Mon épouse et moi regardons Bazzo TV tous les jeudis soir, car il s'agit d'une des quelques émissions de télévision à laquelle nous tenons particulièrement. Chez Bazzo

TV, pas de papotage de nos vedettes du showbiz, mais discussions sur l'actualité laissant place à des points de vue divergents, accent mis sur des questions d'ordre politique, social et culturel avec des invités ayant quelque chose à dire, analyse de parutions récentes en librairie avec des participants qui aiment la lecture, jeu-questionnaire faisant appel à la culture générale des commentateurs réguliers et des invités. Voilà peut-être la recette gagnante de cette émission, car la culture générale y est à l'honneur chaque semaine, pour notre plus grand plaisir. Le CRTC ne semble pas s'en rendre compte, embourbé qu'il est par des critères qui privilégient le divertissement au détriment de la culture. Il suffit de zapper pour constater, exceptions mises à part, la médiocrité des émissions que l'on nous propose.

Louis Garon
Québec, le 21 janvier 2016

En mémoire de Marius Dubois

Marius Dubois fut un peintre québécois d'une classe à part! Il faut consulter son site et celui de l'Encyclopédie L'Agora, pour comprendre la force et le génie de son œuvre. Une œuvre magistrale qui a contribué à enrichir le patrimoine artistique et culturel du Québec. Ceux et celles qui ont eu le bonheur de le connaître et de partager son amitié pleurent la perte d'un homme bon et généreux, cultivé, passionné par son métier et épris de liberté. Ses tableaux montrent l'envergure excep-

tionnelle de son talent d'artiste et de poète. Une œuvre qui témoigne d'une recherche dont l'influence renvoie aux grands maîtres de la peinture de la Renaissance. Je reprends ici l'hommage que lui a rendu Jacques Dufresne. *«Au Québec, Refus global a fait passer au second plan de nombreux peintres ayant commis l'erreur de renouer avec les grandes traditions au moment où, en art, on cessa de se souvenir de peur de se sentir un jour dépassé par le passé. Marius Dubois sera le premier d'entre ces peintres à passer au premier rang si jamais la beauté redevient le critère en art. Car il aime la beauté et ne recula devant aucun effort pour s'en rendre digne.»*

Claude Poulin
Québec, le 21 janvier 2016

Solidarité et prospérité vont de pair

La solidarité et la prospérité vont de pair, et contrairement à ce que pensent les politiciens des partis politiques qui sont avant tout au service des plus riches et de la classe moyenne, ce sont les réductions de l'impôt pour les moins nantis qui profitent à l'économie et la stimulent davantage. Pour assurer la prospérité et la paix sociale, la solidarité doit précéder la prospérité, et non l'inverse. C'est ce que n'a malheureusement pas compris le gouvernement Trudeau. Voilà pourquoi il nous faut des oppositions NPD et Bloc bien actives à Ottawa!

Gilles Marleau
Orléans, le 22 janvier 2016

LIBRE OPINION

Les 100 premiers jours de l'ère Trudeau

LOUIS DION
Saint-Jérôme

Le gouvernement de Justin Trudeau aura 100 jours bientôt. Lors de la campagne électorale, il a promis beaucoup. Il se présentait d'abord comme celui qui allait mettre fin à l'ère Harper. Ils furent nombreux à voter libéral surtout pour battre Harper. Pour récompenser leur vote purement stratégique, Trudeau s'est empressé d'annuler de nombreuses décisions de Harper. La correction de certaines erreurs incompréhensibles de son prédécesseur était nécessaire et fut grandement appréciée: la remise en place des tableaux de Pellan, par exemple, et le rétablissement du questionnaire long utilisé lors des recensements. Mais pourquoi tant de précipitation, sinon pour plaire à certains groupes d'électeurs, dans la remise en question d'une foule de décisions du gouvernement Harper, prises démocratiquement, soit dit en passant. Étonnant qu'il n'ait pas envisagé d'annuler la reconnaissance par Harper du Québec comme nation, reconnaissance avec laquelle il s'était dit en complet désaccord.

Mais qu'en est-il des débuts de l'ère Trudeau proprement dite, des décisions qu'il a prises pour réaliser ses engagements personnels et

originaux? Geste purement symbolique, il a formé un cabinet respectant la parité hommes-femmes. Il a aussi assuré une représentation exagérée de candidats pouvant illustrer le multiculturalisme, caractère identitaire principal du Canada. Il n'a pas cependant poussé la symbolique jusqu'à s'assurer que tous ses ministres parlent le français, l'une des deux langues officielles du pays. Une majorité en fait ne peut s'exprimer en français. Dès le lendemain de son assermentation, il communiquait avec Obama pour l'informer que le Canada cesserait les frappes contre le groupe État islamique, mais interviendrait différemment. Il nous dit maintenant que les frappes pourraient durer encore six mois, peut-être plus. Et nous ne connaissons rien de son plan de collaboration avec la coalition. Il a décidé de réduire les impôts de la classe moyenne en augmentant le fardeau fiscal des plus riches. La mesure devait se réaliser à coût nul. Elle coûtera 1,2 milliard. Énergiquement et avec arrogance, il promettait d'accueillir 25 000 réfugiés avant la fin de décembre. Il a réduit son objectif à 10 000, et ce ne sont finalement que 6000 qui ont été accueillis dans ce délai, la plupart ayant déjà été soumis aux procédures d'admission sous le gouvernement Harper. Il nous dit maintenant que

l'important, c'est de bien accueillir ceux qui arriveront et qu'ils seront 25 000 d'ici la fin de février. Sur les questions environnementales, il s'est félicité que le Canada revienne prendre part aux rencontres internationales (*«Canada is back»*, a-t-il dit), mais il s'est présenté à Paris avec les cibles établies par Harper. Lors de la présentation du rapport de la Commission de vérité et réconciliation, il a versé une larme sur le sort réservé aux autochtones, mais il reste aussi insensible et hostile que son père à toute manifestation du nationalisme québécois, allant même jusqu'à faire un lien entre les propos de Trump voulant interdire aux musulmans l'accès aux États-Unis et le projet de charte des valeurs du gouvernement Marois. Avec son assurance cavalière habituelle, il a affirmé aux journalistes qu'il appliquerait l'ensemble des 94 résolutions du rapport pour préciser le lendemain qu'il faudrait beaucoup de temps pour les appliquer, peut-être une génération. Et que dire de sa promesse fétiche, la légalisation du cannabis? Voici que des fonctionnaires l'invitent à ne rien précipiter et à étudier toutes les implications, notamment concernant les compétences des provinces, avant d'aller de l'avant. Avec la bénédiction de ses deux mentors, Martin et Chrétien, il nous a dit aussi qu'un déficit pou-

vait être envisagé. Cette promesse, il semble déjà évident qu'elle sera très bien remplie.

Sa plus grande réussite jusqu'à maintenant fut de présenter une image séduisante et de charmer les journalistes au point de devenir la personnalité de l'année 2015 selon 87% des rédacteurs en chef du pays. Décidément, les premiers jours de l'ère Trudeau confirment ce que plusieurs pensent. Justin Trudeau est une coquille, non pas vide comme le disent de méchantes langues, mais pleine de bons sentiments, de fantasmes symboliques et d'une conception dépassée du multiculturalisme que de nombreux Québécois ont en horreur. Sa sociabilité excessive, sa magnanimité souriante, sa tolérance exacerbée, son pacifisme, juvénile, ne seraient-ils qu'une habile façon de camoufler son manque de profondeur et de jugement? Mais, à n'en pas douter, il est un comédien extraordinaire, totalement sûr de lui et de son charme. Paradoxalement, comme son père d'ailleurs, il critique sans nuance toutes les mesures qui ont pour effet de diviser les Canadiens, mais jamais politiciens aussi adulés que les Trudeau, père et fils, n'auront réussi à diviser autant les Québécois. Il est plus que temps que Justin Trudeau passe de la parole, des images et des symboles aux actes.

IDÉES

ENDETTEMENT

Rêver en rouge : pourquoi je dis non

Confessions d'une radine et de son mari, obsédés par leur bas de laine

ÉMILIE VALLIÈRES

Auteure
à Moncton

Partout, on nous vend du rêve : celui de la retraite dorée, du voyage à Disney ou encore de la maison dernier cri. L'industrie de la quête du bonheur bat son plein à coups de livres de psychologie populaire ou de personnalités médiatiques commercialisant leur méthode éprouvée pour atteindre le bien-être. Les réseaux sociaux abondent de clichés et de déclarations d'individus heureux de partager leur vie trépidante, dans laquelle ils se laissent prendre par cette lubie collective : celle d'une jouissance sans prix.

Autour de moi, tout le monde rêve, mais tout le monde se débat avec une réalité assez cauchemardesque que personne n'ose regarder en face. Le niveau d'endettement des Canadiens expose et chaque soubresaut du taux directeur provoque des frémissements d'un océan à l'autre. Le rêve, ça se paie. Et on n'a pas d'argent. Visa se charge de nous laisser miroiter que c'est possible de tout concrétiser sous prétexte que l'épanouissement matériel est un droit. Nous le méritons, même.

Les Grecs le dénoncent. Les Argentins ont fait de même. Il faudrait qu'individuellement et collectivement nous le réalisions aussi : les banques ruinent nos vies. Les banques amenuisent notre pensée critique tant elles nous asservissent.

L'obtention d'un prêt hypothécaire peut se conclure en quelques heures à peine. Voilà ce que nous avons fait, mon mari et moi, il y

a trois ans. La banque a reçu notre dernier paiement au début du mois de juin 2015. Le directeur de l'institution financière nous a avertis : « Vous ne recevrez pas votre quittance avant six semaines. Les banques agissent vite pour vous endetter. Quand vous avez fini de payer, elles ne se pressent plus. » Sympathique, n'est-ce pas ?

Éviter l'ennuiement

Les offres pour des marges de crédit fument chaque semaine. Personne ne semble comprendre que nous rebutions les dettes. Nous refusons de servir la haute finance. Nos études universitaires, notre voiture, notre maison, nos rénovations, nos voyages et nos biens ne figurent pas sur un compte à intérêts élevés. Notre vie, elle nous appartient.

Mon mari et moi sommes dans la mi-trentaine. Nous gagnons un salaire plus élevé que la moyenne nationale. Il faut souligner cette chance. Pourtant, nos collègues et amis se plaignent souvent de difficultés budgétaires graves alors qu'ils bénéficient d'un revenu semblable au nôtre. Nos pairs nous considèrent souvent avec un léger mépris quand nous insistons sur l'importance d'éviter le rouge et d'économiser le montant nécessaire avant l'achat d'un bien. Plusieurs d'entre eux maintiennent que les dettes relèvent de la normalité. Notre manière marginale d'aborder les questions d'argent suscite la suspicion.

Notre dichotomie avec la société dite moderne soulève deux questions. Comment des personnes éduquées affichent-elles un si haut niveau d'incompétence en ce qui

concerne la gestion saine de leurs revenus ? Et, surtout, comment les plus petits salariés parviennent-ils à survivre dans un monde où tout coûte plus cher, à commencer par ce qui est de première nécessité, c'est-à-dire la nourriture et le logement ? Encore une fois, je pointe les mêmes coupables à ces deux problèmes différents : les banques.

Ma maison, quoique très conviviale, paraît plutôt petite et désuète si on la compare aux diktats du design moderne. On a choisi la simplicité dans une ville où l'immobilier demeure bas, Moncton. Nous l'avons payée en moins de mois que certains prêts auto. Quant à elle, notre voiture, elle répond aux normes de sécurité de la province chaque fois qu'elle subit son inspection annuelle obligatoire pour le renouvellement de son immatriculation. Elle a 16 ans, donc oubliez l'air conditionné, le Bluetooth, les sièges chauffants, les fenêtres électriques, la caméra de stationnement et surtout la précieuse garantie du concessionnaire. L'absence de paiements nous réjouit davantage que les gadgets... De plus, il nous arrive de décliner des invitations dans des bars ou des restaurants branchés portés aux nues par notre génération de *hipsters*, mais que nous jugeons hors de prix.

La lecture de ces dernières lignes laisse présager une vie morne menée par deux radins obsédés par leur bas de laine. Sans doute. Libre à vous de croire ce que vous voulez. Nous voyageons beaucoup ; tant dans notre propre pays qu'ailleurs dans le monde. Nous restons de bons vivants conscients que des choix s'imposent. Pour nous aussi, cette

idée du bonheur n'est jamais bien loin. À nos yeux, seules la santé, l'indépendance d'esprit et la liberté d'action actionnent cet état. Le stress de se savoir écrasé par le crédit jure avec ces trois conditions.

D'un côté, les banques enchaînent les riches avec leurs offres d'endettement et, de l'autre, elles accablent encore plus les pauvres au pied du mur. Eux aussi obtiennent des cartes de crédit à des taux indécents. Outre cela, le filet social pour ces personnes à faibles revenus s'amenuise d'année en année. Chaque fois qu'un gouvernement démocratiquement élu parle d'intervention de l'État ou d'augmentation des services publics, les banques frémissent. Les agences de notation menacent de décote. Une décote signifie des taux d'emprunts plus élevés. Les pays aussi sont endettés. L'austérité et son alliée, la privatisation, viennent à la rescousse. Wall Street nous tient. Tous. Voilà. Il ne nous reste qu'à rêver que cela n'est pas en train de se produire.

Contrecarrer les banques signifie rejeter l'illusion de pouvoir et de richesse qu'elles nous brandissent. Il n'est pas question ici de simplicité volontaire, mais d'un refus net d'alimenter les profits des banquiers pendant que des chimères nous consomment. Or, l'endettement démesuré des Canadiens maintient notre pays sous respirateur artificiel. Les experts en économie soutiendront que mon mode de vie, appliqué à grande échelle, ferait sombrer le Canada dans une grave récession. Soit. Si c'est le risque à prendre pour changer de modèle et se réapproprier nos rêves, faisons-le !



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les 6 millions que le gouvernement croit épargner sur le dos des plus pauvres de notre société sont donc des miettes en comparaison des coûts additionnels que leur abandon occasionnera à l'État.

PROJET DE LOI 70

De la pauvreté à la misère noire !

FRANÇOISE DAVID

Co-porte-parole de Québec solidaire

Que faire pour aider les pauvres de notre société ? Les appauvrir davantage ? Cette solution paraît stupide pour la plupart d'entre nous. C'est pourtant cela que Sam Hamad, ministre de la Solidarité sociale — un titre bien mal choisi dans les circonstances — propose avec le projet de loi 70 : couper de moitié les prestations actuelles de 620\$ par mois pour les nouveaux demandeurs de l'aide sociale qui ne s'inscriraient pas à un parcours d'insertion ou refuseraient un emploi loin de chez eux.

Malgré la diminution importante du nombre d'assistés sociaux depuis une vingtaine d'années, le gouvernement trouve qu'il y en a encore trop. Nous aussi. Nous différons toutefois entièrement d'avis sur les moyens à prendre pour permettre à ces personnes de sortir de la pauvreté. Le gouvernement libéral choisit d'utiliser la menace et la punition. Nous proposons l'accompagnement adéquat de ces personnes en difficulté, souvent des jeunes, grâce à un parcours volontaire et adapté à leur réalité sociale difficile.

Pourquoi certains jeunes refusent-ils, dans un premier temps, de s'inscrire à un parcours d'insertion à l'emploi ? Parce qu'ils ont des problèmes. Parce qu'ils sont en détresse et ont une très piètre estime d'eux-mêmes. Parce qu'ils ne croient pas en leurs chances de succès. C'est cela qu'il faut régler d'abord, et des dizaines d'organismes s'y emploient déjà ! Des organismes souvent sous-financés (air connu !) qui soutiennent et encadrent des jeunes qui finissent par s'en sortir avec une aide professionnelle... et beaucoup d'amour !

Couper les chèques de ces jeunes ? Abernant ! Il leur deviendra carrément impossible de payer leur loyer avec 310\$ par mois, encore moins de se nourrir, de se vêtir ou de payer leur compte d'électricité. Plusieurs se retrouveront à la rue, avec tous les problèmes que cela implique. Difficile de croire, dans les circonstances, que cela les aidera à trouver un emploi. Plutôt que de les aider, le gouvernement leur met un bâton additionnel dans les roues.

Les 6 millions que le gouvernement croit épargner sur le dos des plus pauvres de notre société sont donc des miettes en comparaison des coûts additionnels que leur abandon occasionnera à l'État : frais de santé et d'hospitalisa-

tion, prise en charge des sans-abri, criminalité additionnelle, etc.

Quand des politiciens au pouvoir proposent des réformes comme celles-ci, ils laissent entendre que les assistés sociaux sont des profiteurs qui vivent aux crochets de l'État et refusent de travailler par paresse. Il n'est donc pas surprenant de lire un sondage comme celui de la Commission des droits de la personne la semaine dernière, qui démontre que la moitié de la population québécoise a une mauvaise opinion des assistés sociaux. Jetons nos préjugés à la poubelle et forçons le gouvernement libéral à reculer !

Une aide de dernier recours ne devrait en aucun temps être coupée. Ce subside de l'État est un minimum déjà indécent puisqu'il permet à peine à nos concitoyen(ne)s les plus pauvres de survivre. Assumons collectivement ce geste de solidarité envers les plus démunis d'entre nous. Qui peut savoir lequel d'entre nous aura un jour besoin d'une aide de dernier recours ? Nelson Mandela disait : « *Vaincre la pauvreté, ce n'est pas un geste de charité, mais de justice sociale.* » Loin des coupes stupides, proposons un revenu minimum garanti pour tous les citoyens et toutes les citoyennes du Québec. C'est une question de dignité.

PKP, ou l'intimidation juridique

AXEL FOURNIER

Étudiant à la maîtrise en droit
à l'Université de Montréal

L'envoi par le chef du Parti québécois, Pierre Karl Péladeau, d'une mise en demeure aux caquistes François Legault et Benoît Charette, et sa menace de servir la même médecine au libéral Jean-Marc Fournier, est une technique qui relève de l'intimidation. En effet, titulaire d'un baccalauréat en droit, le chef péquiste devrait savoir que les propos de ses adversaires ne constituent pas de la diffamation au sens juridique. A plus forte raison, M. Péladeau sait pertinemment qu'il n'a aucun intérêt à engager des poursuites contre ses adversaires.

Pour obtenir gain de cause dans un dossier de diffamation, le député de Saint-Jérôme devrait, comme tout justiciable, prouver une faute, un préjudice et un lien de causalité. Par conséquent, il aurait le fardeau de prouver qu'une personne raisonnable se serait abstenue de tout commentaire sur la légalité d'un don éventuel de M. Péladeau à l'Institut de la souveraineté. Or, cette personne raisonnable, a fortiori lorsqu'elle est députée, bénéficie de la liberté d'expression. La Cour suprême dans l'arrêt *Prud'homme c. Prud'homme* a en effet montré sa réticence à condamner un élu pour l'expression d'une opinion de nature politique.

De toute façon, Pierre Karl Péladeau n'oserait jamais poursuivre réellement ses adversaires pour atteinte à sa réputation. Et pour cause : il devrait démontrer que les propos de ces derniers lui ont causé un dommage. Jamais un politicien en exercice n'aurait intérêt à faire la preuve devant un tribunal que les propos de ses adversaires lui ont nui. Cela constituerait un aveu d'échec que ses opposants (au PQ et à l'extérieur de celui-ci) soulèveraient contre lui.

Alors, à quoi servent les mises en demeure du chef de l'opposition officielle dans la mesure où il est peu probable qu'il aille devant les tribunaux pour faire valoir son point ? Au fond, il s'agit d'une technique juridique qui, un peu comme les poursuites-bâillons, vise à intimider ceux qui n'ont pas les moyens de se payer les services d'un avocat. Ceux-là n'osent pas trop critiquer le magnat de la presse par peur d'être poursuivis par lui.

N'ayons pas peur : nos chartes de droits protègent la liberté d'expression politique. Par conséquent, n'hésitons pas à critiquer nos politiciens (de l'opposition comme du gouvernement), car éviter de le faire par peur des poursuites signifie céder à l'intimidation juridique. Et poursuiviez-moi si vous pensez que je me trompe !

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Véronique Chagnon et Louis Gagné (adjoints à la direction de l'information), Antoine Robitaille et Guy Taillier (éditorialistes, responsables de la page Idées), Michel Garneau (caricaturiste), Jacques Nadeau (photographe), Michaël Monnier et Olivier Zuida (recherchistes photos); information générale : Isabelle Paré (chef de division), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shielids (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Jessica Nadeau, Philippe Orfall et Karl Rettino-Panzelli (reporters); information politique : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bégin-Cirino et Robert Dutsiac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Julie Carpentier (pupitre); information culturelle : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), François Lévesque et Caroline Montpetit (reporters), Benoît Munger et Philippe Papineau (pupitre); information économique : Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins et Éric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); information internationale : Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Sophie Chartier et Jean-Frédéric Légaré-Tremblay (pupitre); section art de vivre : Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); Loïc Hamon (cahiers spéciaux); équipe internet : Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Annabelle Caillon, Justine Daneau, Florence Sara G. Ferraris et Coralie Mensa (assistants); correction : Andréanne Bédard, Isabelle Dowd, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction : Amélie Gaudreau (secrétaire), Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis). DOCUMENTATION Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), Dave Noël (Québec). PUBLICITÉ Mélanie Simard (adjointe par intérim), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Emil Elmann, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Laurence Hémond (secrétaire). PRODUCTION Bruno Dubois, China Marsot-Wood, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Catherine Gentilcore (coordonnatrice du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion et Kevin McKissock. ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Florentina Draghici et Xavier Pigeon (par intérim).

SCIENCES

GÉNÉTIQUE

Formidable CRISPR-Cas9

CRISPR-Cas9, cet acronyme bizarroïde qui a envahi la littérature scientifique et a fait la manchette à maintes reprises en 2015, désigne un extraordinaire outil permettant de modifier le génome à volonté. CRISPR-Cas9 fait rêver les chercheurs qui espèrent corriger les mutations génétiques à l'origine de maladies héréditaires, rendre les cellules sanguines résistantes au VIH, et beaucoup plus... La puissance de cette technique est telle que la communauté scientifique s'est réunie en décembre dernier afin d'en interdire l'usage dans le but d'effectuer des modifications chez l'humain qui se transmettraient aux générations futures.

PAULINE GRAVEL

C'est en essayant de comprendre comment certaines bactéries lactiques arrivaient à se défendre contre les virus qui les attaquaient que des chercheurs ont découvert le système CRISPR-Cas9, en 2007. Sylvain Moineau, de l'Université Laval, qui a contribué à mettre en lumière le fonctionnement de ce moyen de défense, travaillait alors avec des collaborateurs français et américains sur la bactérie *Streptococcus thermophilus* qui est utilisée pour la fermentation du yogourt et du fromage. «Il arrive à l'occasion que ces bactéries se font attaquer par des virus, appelés phages, qui sont naturellement présents dans le lait. La pasteurisation n'élimine que les cellules pathogènes, mais il subsiste de ces petits phages qui ne sont pas dangereux pour les humains mais qui détruisent les bactéries qui ne feront plus leur travail. On se ramasse alors avec un fromage de mauvaise qualité ou pas de fromage du tout!» explique M. Moineau, avant d'ajouter que les bactéries ont développé au cours de l'évolution divers mécanismes leur permettant de résister aux phages. Quelques-uns d'entre eux étaient déjà connus, et en 2007, M. Moineau et ses collègues en ont caractérisé un nouveau, qui a été nommé *Clustered regularly interspaced short palindromic repeats — associated protein 9* (Courtes répétitions palindromiques groupées et régulièrement espacées), fréquemment désigné sous l'acronyme CRISPR-Cas9. «Seulement la moitié des espèces de bactéries possèdent le système *crspr-cas* et celui-ci est dominant chez les bactéries du yogourt et du fromage», précise M. Moineau, qui est professeur au Département de biochimie, microbiologie et bio-informatique de la Faculté des sciences et génie de l'Université Laval.

Actuellement, la technique CRISPR-Cas9 est surtout utilisée en recherche fondamentale

Fonctionnement de CRISPR-Cas9

Lorsqu'une bactérie est infectée par un phage, et que ce dernier pénètre à l'intérieur de la bactérie, le système CRISPR-Cas de la bactérie s'empare d'une portion du génome du virus et l'insère dans le génome de la bactérie à un endroit spécifique, appelé locus du CRISPR. De ce locus sont ensuite produits de petits ARN, dont une partie de la séquence est complémentaire à celle de l'ADN du phage qui a été intégrée au génome de la bactérie. L'autre partie de l'ARN complémentaire (ARNc) se lie à une enzyme, en l'occurrence une nucléase appelée Cas9, qui a le pouvoir de couper l'ADN comme le feraient des ciseaux.

«Ce complexe formé de l'ARNc et de l'ADN de la Cas9 agit comme un anticorps», explique M. Moineau. Ces anticorps se promènent dans la cellule et jouent le rôle de sentinelles qui guettent l'arrivée de phages similaires à celui qu'elles doivent combattre. Ainsi, dès qu'un nouveau phage entre dans la bactérie, l'ARNc reconnaît la portion de l'ADN du phage qui lui correspond et va s'y fixer. La liaison entre l'ARNc et l'ADN du

phage entraîne l'activation de la protéine Cas9, qui coupe l'ADN du phage venant d'entrer dans la cellule. La section du génome du phage entraîne alors sa mort. «Ce mécanisme est naturel. Il se met en branle naturellement dans les cellules», souligne M. Moineau, qui a mis en évidence le rôle de la Cas9 et celui des ARNc chez les bactéries lactiques.

Outil d'édition du génome

Par la suite, la biologiste moléculaire Jennifer Doudna, de l'Université de Californie à Berkeley, et la microbiologiste française Emmanuelle Charpentier, de l'Institut Max Planck de Berlin, d'un côté, et Feng Zhang du Broad Institute de Cambridge, au Massachusetts, ont compris que ce système naturel pourrait s'avérer un outil fort utile.

«Ils ont domestiqué le système CRISPR-Cas9. Ils ont rassemblé dans un même vecteur le petit ARNc et une portion du locus CRISPR qui comprend le gène codant pour Cas9. Ce vecteur peut ensuite être introduit dans des cellules végétales, animales ou humaines, précise Sylvain Moineau. La beauté du système est que l'on peut changer la séquence du petit ARNc à volonté.

On peut changer cette séquence pour qu'elle soit complémentaire à n'importe quelle région spécifique du génome que l'on veut modifier, et pour qu'elle puisse ainsi la reconnaître lorsqu'on l'introduit dans une cellule. On change ainsi la spécificité de nos ciseaux [c'est-à-dire la Cas9] simplement en changeant la séquence de ce petit ARN.»

Lorsque l'ARNc se fixe à la séquence d'ADN de la cellule que l'on désire modifier, l'enzyme Cas9 coupe les deux brins d'ADN. «Cette coupure met la vie de la cellule en péril si elle n'est pas réparée. Mais heureusement, la cellule possède des mécanismes de réparation car des accidents de ce genre sont assez fréquents», indique M. Moineau.

«La cassure des deux brins d'ADN de la cellule met en branle le système de réparation. Or, si à ce moment-là on fournit alors à la cellule un ADN donneur contenant les changements que l'on désire apporter, des enzymes copieront cet ADN et l'intégreront exactement à l'endroit où le double brin a été coupé», explique Jerry Pelletier, professeur au Département de biochimie de l'Université McGill.

L'ADN donneur peut contenir une mutation que l'on veut introduire ou le gène exempt de la mutation que l'on cherche à éliminer, par exemple.

Comparativement aux techniques précédentes, la CRISPR-Cas9 est beaucoup plus précise et permet d'effectuer des modifications génétiques beaucoup plus facilement et rapidement. Pour toutes ces raisons, son emploi s'est répandu comme une traînée de poudre dans les laboratoires.

Applications

Actuellement, la technique CRISPR-Cas9 est surtout utilisée en recherche fondamentale. «Beaucoup de progrès ont été faits en génomique. On séquence des génomes à une vitesse incroyable, mais en fin de compte, il reste encore beaucoup



Une structure du Cas9 de *S. pyogenes* (une bactérie appartenant au genre *Streptococcus*) dans un complexe avec notamment son ADN cible.



« Nous ne sommes vraiment pas prêts pour des modifications génétiques chez l'humain. Il est très important qu'il y ait un moratoire car cette technologie est utilisée depuis peu et contient encore des boîtes noires qu'il nous faut élucider. »

Le chercheur Sylvain Moineau

de gènes dont on ne connaît pas la fonction. Or, le système CRISPR-Cas9 nous permet d'inactiver un gène (en le mutant) pour voir ce que cela entraîne dans la cellule [ce qu'on appelle la génétique inverse]. C'est fabuleux. Ça va accélérer notre compréhension du génome», fait valoir M. Moineau.

Yannick Doyon, professeur au Département de médecine moléculaire du Centre de recherche du CHU de Québec Université Laval, a réussi à corriger les défauts génétiques responsables de l'hémophilie chez un modèle de souris de la maladie. Toujours chez la souris, il s'applique maintenant à faire les corrections génétiques nécessaires pour guérir des maladies métaboliques d'origine génétique, comme la tyrosinémie, des maladies rares mais qui sont plus fréquentes au Québec en raison de l'effet fondateur.

L'équipe de Jacques-P. Tremblay, de la Faculté de médecine et du CHU de Québec Université Laval, publiait un article cette semaine dans lequel elle explique avoir utilisé le système CRISPR-Cas9 pour réparer le gène responsable de la dystrophie musculaire de Duchenne dans des cellules humaines cultivées en laboratoire, un tout premier pas, mais un pas important dans la lutte contre cette maladie imitoyable qui fauche les garçons avant l'âge de 25 ans.

L'équipe de Jerry Pelletier, à McGill, a recours au système CRISPR-Cas9 pour mieux comprendre le dérèglement que subissent les cellules qui deviennent cancéreuses. «Quand une cellule devient cancéreuse, la nature et l'abondance des protéines qu'elle synthétise changent. Elle produit plus de certaines protéines et moins de certaines autres, ce qui lui permet de croître plus rapidement et de devenir résistante au stress. Nous mutons certains gènes dans la

régulation de ce processus et nous regardons l'effet de ces mutations sur la production des protéines. Si nous voyons quelque chose nous indiquant qu'il s'agit d'un gène stratégique, nous chercherons une drogue qui pourrait agir sur ce gène ou la protéine qu'il synthétise», explique M. Pelletier.

Des essais cliniques visant à rendre les cellules T sanguines résistantes au VIH devraient débuter sous peu. Pour ce faire, on prélèvera des cellules T de patients. Puis, on introduira dans le génome de ces cellules une mutation qui inactivera les récepteurs sur lesquels se fixe le VIH lorsqu'il s'apprête à les investir. Ces cellules seront ensuite réinjectées aux patients. «Ces essais cliniques ont lieu avec un autre système plus ancien que Cas9, le zinc finger nuclease, ou nucléase à doigt de zinc, mais il serait plus facile, plus rapide et préférable d'utiliser Cas9», précise Jerry Pelletier.

Dans un article scientifique publié en avril 2015, l'équipe de Junju Huang, de l'Université Sun Yat-sen en Chine, décrivait avoir employé la technologie CRISPR-Cas9 pour réparer le gène responsable de la β -thalassémie, une maladie sanguine héréditaire chez des embryons humains. Cette publication a soulevé un tollé au sein de la communauté scientifique. Le chercheur chinois s'est alors défendu d'avoir réalisé ces expériences sur des embryons non viables, qui ne se seraient jamais développés complètement, et qu'il avait voulu simplement montrer que la technique n'était pas encore assez sûre pour de telles utilisations chez l'humain.

Moratoire

En raison de l'inquiétude suscitée par cette publication, l'Académie nationale des sciences des États-Unis, l'Académie des sciences de Chine et la Société royale de Lon-

dres ont organisé une rencontre en décembre dernier à Washington afin de discuter de la possibilité d'imposer un moratoire sur l'utilisation du système CRISPR-Cas9 pour modifier le génome des cellules germinales humaines, car ces cellules, qui sont issues de toutes premières cellules embryonnaires et qui forment les ovules et les spermatozoïdes, transmettent les changements qu'elles ont subis à leur descendance.

Alors que la thérapie génétique, une technique médicale bien acceptée qui consiste à corriger la mutation causant une maladie génétique — directement dans les cellules du tissu affecté d'un individu, procéder à de telles corrections dans les cellules germinales engendre la transmission de cette modification aux enfants du patient. Or, si cette démarche devenait courante, elle finirait par altérer la nature de l'espèce humaine, font valoir certains scientifiques. Ces derniers rappellent que les maladies qui sont causées par un seul gène déficient sont rares et qu'on peut très souvent les prévenir en ayant recours à la fécondation *in vitro* et en implantant dans l'utérus de la femme uniquement des embryons qui auront été diagnostiqués exempts de la mutation.

D'autres chercheurs ont souligné le fait que s'il est permis de modifier le génome des cellules germinales, la tentation sera grande de favoriser l'expression de traits physiques ou mentaux désirables, et de créer des bébés répondant à tous nos désirs.

Les chercheurs réunis en sont arrivés à la conclusion que la technique CRISPR-Cas9 n'est pas encore suffisamment sûre pour que son utilisation soit autorisée dans les cellules germinales.

«Nous ne sommes vraiment pas prêts pour des modifications génétiques chez l'humain.

Il est très important qu'il y ait un moratoire car cette technologie est utilisée depuis peu et contient encore des boîtes noires qu'il nous faut élucider», affirme Sylvain Moineau.

Le système CRISPR-Cas9 est beaucoup plus précis et efficace que les outils précédents, mais il n'est pas parfait. Parfois, le système CRISPR-Cas9 ne coupe pas les brins d'ADN exactement à l'endroit désiré. «En recherche, ce n'est pas un problème car nous avons des façons de vérifier si la coupure a eu lieu au bon endroit. Mais quand cela se passe chez l'humain, c'est une autre paire de manches, cela peut être problématique», prévient M. Moineau. Une fois qu'on aura maîtrisé la technique et qu'on aura diminué ce risque, pourquoi pas? Mais pour l'instant, non.»

Jerry Pelletier croit aussi que les chercheurs ne sont absolument pas prêts pour procéder à des corrections sur des embryons humains. Il explique que la «coupure hors cible» est un problème de taille qu'il faudra surmonter avant d'envisager d'intervenir sur des embryons humains. Celle-ci peut survenir lorsque, par exemple, «15 des 20 nucléotides qui composent l'ARN complémentaire que nous avons préparé reconnaissent une autre séquence dans le génome qui n'est pas à l'endroit que nous avions prévu», précise M. Pelletier.

Yannick Doyon ajoute que si l'ARN guide «n'est pas totalement spécifique», et qu'il ne se fixe pas à l'endroit prévu, des mutations pourront apparaître à des endroits non désirés. «Pour le moment, ces techniques-là sont utilisées uniquement en recherche fondamentale», dit-il avant de souligner l'importance de poursuivre le débat, car «la technologie est tellement accessible et facile à utiliser».

Le Devoir